



## UNSA POLICE

Affilié à

Union Nationale des Syndicats Autonomes

25 rue des tanneries 75 013 PARIS

mail : [police@unsa.org](mailto:police@unsa.org) - Site : <http://police.unsa.org>

Tél: 01 43 40 64 27 – Fax : [fax@unsapolice.com](mailto:fax@unsapolice.com)

Paris, le 7 février 2017

### Émeutes en Seine-Saint-Denis : pourquoi un tel silence ?

#### **A Aulnay-sous-Bois et aux alentours, violences urbaines et appels au meurtre sur Internet éclipsent l'action judiciaire en cours.**

Fortement relayées par de nombreux acteurs de la vie publique, les accusations de violences d'un habitant d'Aulnay-sous-Bois envers quatre policiers font actuellement l'objet d'une enquête judiciaire. L'UNSA Police rappelle que seule l'autorité judiciaire est compétente pour déterminer les faits, la recherche de la vérité et les responsabilités dans une intervention qui a dégénéré et dont les conséquences devront être tirées !

L'UNSA Police demande que le résultat de l'enquête soit communiqué sans tarder...

Depuis dimanche dernier des violences urbaines transformées en émeutes mettent chaque soir les forces de police aux prises avec des bandes armées. Blocage d'un RER, incendies volontaires et affrontements sur la voie publique sont une réalité largement moins décriée. D'un point de vue policier, pourtant, ce qui se passe actuellement n'est pas sans rappeler le début des émeutes de 2005. A ceci près qu'à cette époque, il y avait plus de policiers pour répondre à ce débordement de violences, et que les missions de lutte contre le terrorisme n'étaient pas aussi envahissantes.

Cette émeute de voie publique est renforcée par une émeute sur Internet. Des sites et pages de réseaux sociaux se font le relais d'appels au meurtre de policiers. Figure de proue du mouvement, la page Facebook du collectif « Urgence, notre police assassine » est un répertoire complet de l'incitation à la sauvagerie contre les membres des forces de l'ordre de la nation.

**« Chaque soir, les moyens intermédiaires de défense des policiers sont épuisés en moins d'une heure. L'UNSA Police saisit le ministère de l'Intérieur afin d'exiger des renforts de masse et une action judiciaire sans concession pour étouffer cette violence avant qu'un policier ne se retrouve sur le carreau ! »**

**-Philippe Capon, secrétaire général de l'UNSA Police**

Le bureau national